



# AFC Consultants

Audit • Fiabilisation • Conseil en Assurances

## COMMUNE DE JUVIGNAC

### **MARCHE D'ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS RESPONSABILITE CIVILE, FLOTTE AUTOMOBILE ET RISQUES STATUTAIRES**

« Le Concorde »  
345, rue Pierre Seghers  
84000 AVIGNON

Tel 04 90 89 88 17  
Fax 04 90 89 88 13

[contact@afc-consultants.com](mailto:contact@afc-consultants.com)

[www.afc-consultants.com](http://www.afc-consultants.com)

S.A.R.L. au capital de 50 000 €  
RCS Avignon  
SIRET 487 785 545 00012  
APE 70.22 Z  
ORIAS 07 028 063

**COMMUNE DE JUVIGNAC**

**LOT 2 : ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE GENERALE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**  
(CCTP)



- **Date d'effet** : **1er janvier 2016**
- **Durée du contrat** : **4 ans avec faculté de résiliation à l'échéance anniversaire moyennant préavis de 4 mois**
- **Echéance annuelle** : **1er janvier**

*Il est joint en annexe un descriptif de la collectivité ; ces indications n'ont pas pour objet de déterminer des bases contractuelles. Elles ont pour but de donner des informations sur les risques pour en permettre l'appréciation.*

### **GARANTIES DE BASE**

*(ces spécifications correspondent à l'offre de base)*

- responsabilité civile pour l'ensemble des services généraux et annexes gérés par la collectivité.
- responsabilité civile en qualité de propriétaire d'immeubles pour l'ensemble du patrimoine de la collectivité, y compris immeubles de rapport, immeubles affectés à des services annexes et toutes installations attachées à des services dont l'exploitation est confiée à des tiers par la voie d'un contrat de concession, affermage, délégation de service public ou toute autre convention, lorsque la Collectivité conserve la responsabilité de propriétaire.
- atteintes accidentelles à l'environnement
- requis civils / stagiaires et collaborateurs bénévoles
- véhicules et/ou embarcations réquisitionnés et mise en fourrière
- RC commettant/besoin du service
- lutte contre l'incendie et périls menaçant la sécurité publique
- faute inexcusable - y compris faute personnelle - et faute intentionnelle
- recours de l'état en réparation des préjudices subis par son personnel et en cas d'actes de violence (Ordonnance du 07/01/1959 - Loi du 07/01/1983 - Décret du 21/10/1983)
- vol par préposés
- responsabilités liées à l'ensemble des compétences visées par les lois de décentralisation
- responsabilité à l'égard des Maire/Adjoint/Conseillers municipaux et Délégués spéciaux



## **MONTANT DES GARANTIES**

*(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)*

**nota :** *sauf spécification, le montant des garanties correspondent à des valeurs exprimées "par événement" sur l'ensemble des lignes).*

**ENSEMBLE DES DOMMAGES** **10 000 000 €**

### **DONT**

- dommages matériels et immatériels consécutifs y compris RC Incendie et RC dégâts des eaux	<b>1 500 000 €</b>
- dommages immatériels non consécutifs y compris ceux liés à l'occupation des sols	<b>1 500 000 €</b>
- faute inexcusable	<b>1 500 000 € par année</b>
- atteintes accidentelles à l'environnement	<b>2 300 000 €</b>
- recours de l'Etat	<b>2 300 000 €</b>
- vol par préposés	<b>30 000 €</b>
- biens confiés à la collectivité	<b>45 000 €</b>
- défense et recours	<b>15 000 €</b>

000

## **LES FRANCHISES**

*(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)*

- dommages immatériels non consécutifs	)	<b>10% de l'indemnité</b>
- biens confiés	)	
- recours de l'Etat	)	<b>minimum 1 000 €</b>
- lutte contre l'incendie - faute lourde	)	
- vol par préposés	)	<b>maximum 15 000 €</b>
- atteintes accidentelles à l'environnement	)	
 - tout autre sinistre matériel		<b>1 000 €</b>

**Avec gestion et règlement des sinistres au 1<sup>er</sup> euro**

000



## **DISPOSITIONS PARTICULIERES**

*(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)*

### **Préambule :**

*L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.*

**1°/** L'assurance s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à la collectivité en vertu de la législation, des règlements ou de la jurisprudence, ou encore à titre contractuel, en raison des dommages ou préjudices causés à autrui.

**2°/** Les garanties s'appliquent à toutes les personnes représentant la collectivité ou placées sous sa garde ou son autorité (y compris les enfants des établissements privés, lorsqu'ils participent à des activités organisées par la Collectivité) ou intervenant pour son compte à quelque titre que ce soit (responsabilité du fait de ces personnes ou à leur égard, au cas où la responsabilité de la collectivité serait recherchée et/ou au cas où les dommages ne donneraient pas lieu à réparation en application de la législation sur les accidents de travail, notamment ceux mis à charge de la Collectivité du fait de l'article 11 de la Loi N° 83-364 du 13/7/83).

**3°/** Les garanties s'appliquent aux assistantes maternelles au service de la collectivité, ainsi qu'aux familles accueillant des enfants mineurs ou majeurs dans le cadre des activités sociales organisées par la collectivité (les dommages causés par les enfants aux-dites assistantes maternelles et familles étant également garantis).

**4°/** Toutes les personnes ayant qualité d'assuré conservent leur qualité de tiers entre elles et à l'égard de la collectivité à la seule exception des préposés pendant leur service et uniquement pour les dommages indemnisés en accidents de travail.

**5°/** Les garanties s'appliquent aux événements entrant dans le cadre de l'application du principe de la responsabilité de la collectivité à l'égard des Elus, en vertu des dispositions des articles L 2123-31 et L 2123-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, y compris en cas d'accident impliquant l'utilisation d'un véhicule soumis à obligation d'assurance (les dommages causés au véhicule demeurant assurés, dans cette hypothèse, en complément et/ou à défaut des garanties dont l'élu peut être titulaire à titre personnel).

**6°/** Les garanties portent sur tous les services et services annexes existant ou à créer gérés, organisés ou co-organisés par la collectivité y compris le Comité des Œuvres Sociales, à la seule exception des services ayant un caractère commercial, industriel ou médical pour lesquels une déclaration préalable sera requise (étant bien entendu que les garanties s'appliquent à l'ensemble des services de cette nature déclarés au moment de la souscription).

Elles portent également sur la responsabilité de la collectivité du fait des biens meubles ou immeubles affectés aux dits services et dont la collectivité a la propriété, l'usage ou la garde (sous réserve de l'exception visant les services ayant un caractère commercial, industriel ou médical).

Elles s'appliquent d'autre part à la responsabilité médicale de la collectivité (sous réserve de ce qui est dit ci-avant pour les services qui viendraient à être créés ultérieurement) suivant les dispositions des articles L 251.1 et L 251-2 du Code des Assurances.



**7°/ Les garanties s'appliquent à la responsabilité de la collectivité en sa qualité de Maître d'Ouvrage, ainsi qu'à la responsabilité professionnelle des architectes ayant une position d'agent de la collectivité, en application de l'article 16 de la Loi 77-2 du 3 janvier 1977. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux dommages entrant dans le cadre de la responsabilité décennale des constructeurs visée par les articles 1792 et suivants et de l'article 2270 du Code Civil.**

**8°/ Les garanties portent sur toutes les festivités, expositions, manifestations, qu'elles aient ou non un caractère traditionnel, à l'exception de celles soumises au préalable à l'autorisation Préfectorale. Cette exception ne s'applique pas aux courses pédestres (y compris rollers) ou cyclistes.**

**9°/ Les garanties s'appliquent à la responsabilité de la collectivité à l'égard des voisins et des tiers en cas d'incendie provenant de bois, forêts, terrains appartenant à la collectivité, et en cas d'incendie, explosion ou de dégât des eaux provenant d'un bâtiment appartenant et/ou occupé par la collectivité à titre ponctuel pour une période inférieure à 15 jours consécutifs.**

**10°/ Les garanties s'appliquent au cas où la responsabilité de la Collectivité serait recherchée en propre du fait du fonctionnement d'un service concédé ou affermé, ou lors d'un événement mettant en cause une structure d'intérêt communal.**

**11°/ Les garanties s'appliquent du fait de dommages dont la charge incombe à la collectivité en vertu d'obligations qui lui sont imposées aux termes de cahiers des charges émanant d'organismes publics ou semi-publics ou de conventions passées avec l'Etat ou d'autres collectivités territoriales.**

**12°/ Les garanties s'appliquent à la collectivité en sa qualité d'organisateur de transports scolaires.**

**13°/ Les garanties s'appliquent pour les dommages qui résulteraient d'effondrement de tribunes, passerelles, gradins et d'une façon générale de toute structure destinée à recevoir du public installés à poste fixe ou à titre temporaire.**

**14°/ Les garanties s'appliquent aux dommages causés par des véhicules soumis à l'obligation d'assurance en cas d'accident survenu dans les circonstances suivantes :**

- lorsque la collectivité agit en sa qualité de commettant,
- lorsqu'un véhicule est déplacé pour les besoins du service, réquisitionné ou lors de sa mise en fourrière, les dommages occasionnés au véhicule lui-même étant également garantis dans cette hypothèse.

**15°/ Les garanties s'appliquent aux dommages causés par des embarcations destinées au transport de moins de 10 personnes et/ou de plus de dix personnes lorsqu'il s'agit d'une réquisition, les dommages causés à l'embarcation proprement dite étant garantis dans cette dernière hypothèse.**

**16°/ La garantie portant sur les biens confiés s'applique à tout bien que la collectivité ou les personnes dont elle est éventuellement responsable a en dépôt, location, garde, prêt et qu'elle détient à quelque titre que ce soit.**



**17°/** La garantie de défense recours couvre également la défense pénale de la collectivité prise en tant que personne morale, ainsi que celle de ses agents en application de la Loi du 16 décembre 1996, y compris lorsque leur mise en cause devant les tribunaux répressifs n'est pas liée à un dommage matériel, immatériel ou corporel garanti par le contrat; elle intervient aussi en recours lorsqu'un agent ou un élu se porte partie civile devant une juridiction répressive à l'occasion de tout événement intervenu dans le cadre de ses fonctions.

Elle s'applique également à la protection des élus de la collectivité lorsque ceux-ci font l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de leur fonction en application de la loi du 10 juillet 2000.

Elle s'applique enfin aux frais de réparation du préjudices subis par les élus ou agents en raison de violences, menaces, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils seraient victimes pour des faits liés à l'exercice de leurs fonctions, ces garanties étant par ailleurs étendues aux membres des familles des élus (conjoint, enfants et ascendants directs) en application des articles L2123.35 du CGCT et 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983.

**18°/** L'application des garanties "dans le temps" intervient suivant les dispositions de l'alinéa 4 de l'article L 124-5 du Code des Assurances (base réclamation). La période subséquente est de 5 ans.

**19°/** Les garanties s'appliquent dans le monde entier, lorsque les personnes assurées sont amenées à des déplacements dans le cadre de leur mission pour une durée inférieure à 3 mois consécutifs.

**20°/** Tous les sinistres seront gérés par l'assureur au premier euro, la collectivité s'engageant à rembourser le montant des franchises à sa charge dès réception d'un bordereau semestriel portant la justification du règlement intervenu.

**21°/** Les garanties s'appliquent aux dommages causés aux tiers par les effondrements et glissements de terrains dont serait responsable la collectivité.

ooooo

### **ELEMENTS STATISTIQUES**

Le relevé des sinistres déclarés depuis 2012, communiqué par l'assureur actuel, se trouve en annexe.

Il a été établi sur la base d'un programme de garanties quasi identique à celui définit supra.

**Par contre, les règlements indiqués correspondent à des indemnisations intervenues sans franchises (sauf franchise de 200 € au titre de la garantie biens confiés).**

ooo



